

15.1 Démographie des sociétés et des EI

Le terme **entreprise** auquel il est fait référence dans cette page renvoie à une **unité légale** exerçant une activité au sein du système productif marchand et non à une entreprise au sens du décret (n° 2008-1354) de la loi de modernisation de l'économie (LME).

En 2017, 591 300 entreprises ont été créées en France, soit 7 % de plus qu'en 2016. Les **créations d'entreprises** atteignent ainsi leur plus haut niveau depuis 2010. Les immatriculations de **micro-entrepreneurs** augmentent plus (+ 9 %) que les créations d'**entreprises individuelles classiques** (+ 6 %) et de **sociétés** (+ 5 %). Le nombre de créations d'entreprises classiques (349 000) est à un niveau jamais atteint depuis que l'Insee mesure les créations d'entreprises (1987).

En 2017, avec une hausse des créations de 14 %, le secteur des activités spécialisées, scientifiques et techniques est le premier contributeur à la hausse globale, du fait notamment des activités de conseil sous le régime du micro-entrepreneur ; il devient ainsi le plus important en nombre de créations d'entreprises, devant le commerce. Les créations d'entreprises augmentent dans tous les autres secteurs d'activité, hormis dans la construction. Le deuxième secteur contribuant le plus à la hausse globale des créations est celui des transports et de l'entreposage.

En 2017, le nombre de créations d'entreprises s'accroît dans toutes les régions, excepté en Martinique et en Guyane. L'Île-de-France

contribue pour près de la moitié à l'augmentation globale (+ 16 300 créations, soit une hausse de 10 % par rapport à 2016).

En 2017, le succès des **sociétés par actions simplifiées (SAS)** se confirme de nouveau. Les SAS représentent en effet 61 % des créations de sociétés en 2017, après 56 % en 2016. Au sein de cette catégorie juridique, la hausse est surtout due aux SAS à associé unique ou unipersonnelles. Elles atteignent ainsi leur plus haut niveau depuis dix ans. À l'opposé, la part des **sociétés à responsabilité limitée (SARL)** ne cesse de diminuer : encore majoritaires en 2014 (57 %), elles ne représentent plus que 36 % des sociétés créées en 2017, après 40 % en 2016.

En 2017, seules 4 % des nouvelles entreprises emploient au moins un salarié au moment de leur création. En excluant les micro-entrepreneurs, la part des entreprises employeuses à la création passe à 7 %. Elle est quasi stable par rapport à 2016.

En 2017, 54 600 **défaillances** d'unités légales sont enregistrées, soit une baisse de 6 % par rapport à 2016. Le recul des défaillances concerne la majorité des secteurs. Ceux de la construction et des activités immobilières enregistrent les plus fortes baisses (respectivement - 12 % et - 17 %), suivis du secteur des conseils et services aux entreprises (- 8 %). En revanche, les défaillances augmentent dans le secteur de l'agriculture, sylviculture et pêche (+ 6 %) et dans les transports et entreposage (+ 5 %). ■

Définitions

Création d'entreprise : les statistiques sur les créations d'entreprises proviennent du répertoire des entreprises et des établissements (REE, issu de Sirene). Depuis le 1^{er} janvier 2007, la notion de création d'entreprise s'appuie sur un concept harmonisé au niveau européen pour faciliter les comparaisons : une création d'entreprise correspond à la mise en œuvre de nouveaux moyens de production. Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Défaillance d'entreprise, entreprise, entreprise individuelle, micro-entrepreneur, société, société à responsabilité limitée (SARL), société par actions simplifiée (SAS), système informatisé du répertoire national des entreprises et des établissements (Sirene), taux de création d'entreprises, unité légale : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Les entreprises en France », *Insee Références*, édition 2018.
- « Les défaillances d'entreprises en France – Janvier 2018 », *Stat Info*, Banque de France, mars 2018.
- « Les créations d'entreprises en 2017 – Au plus haut niveau depuis 2010 », *Insee Première* n° 1685, janvier 2018.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Démographie des sociétés et des EI 15.1

Stocks d'entreprises fin 2016 et entreprises créées en 2017

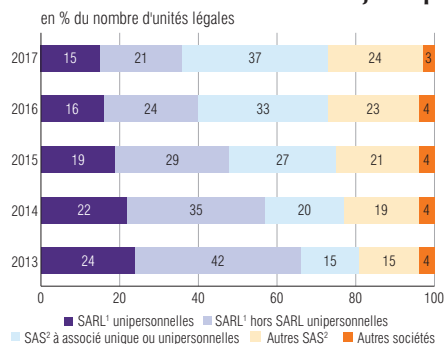
	Nombre d'entreprises au 31 décembre 2016			Nombre d'entreprises créées en 2017	
	Total	Personne morale (société)	Personne physique (y c. micro-entrepreneurs)	Total	dont : micro-entrepreneurs
Industrie	285 911	173 529	112 382	25 089	6 759
Construction	598 706	333 235	265 471	61 003	12 817
Commerce y c. réparation automobile	848 267	497 397	350 870	98 644	25 216
Transports et entreposage	129 172	71 672	57 500	41 897	23 960
Hébergement et restauration	300 890	201 838	99 052	31 077	6 229
Information et communication	166 506	104 053	62 453	29 826	16 022
Activités financières et d'assurance	164 264	140 565	23 699	16 573	2 016
Activités immobilières	199 035	151 096	47 939	22 285	3 284
Activités spécialisées, scientifiques, techniques et de soutien	808 385	410 367	398 018	139 829	74 825
Enseignement, santé humaine et action sociale	628 362	90 587	537 775	72 427	39 566
Autres activités de services aux ménages	365 885	106 772	259 113	52 617	31 092
Total	4 495 383	2 281 111	2 214 272	591 267	241 786

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Note : données semi-définitives pour le stock d'entreprises au 31 décembre 2016.

Source : Insee, REE (Sirene).

Créations de sociétés selon la forme juridique

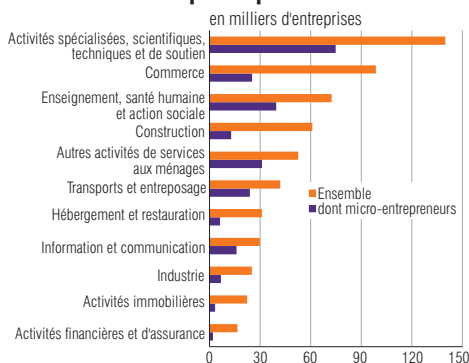


1. Société à responsabilité limitée. 2. Société par actions simplifiée.

Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Sirene).

Créations d'entreprises par activité en 2017



Champ : ensemble des activités marchandes non agricoles.

Source : Insee, REE (Sirene).

Défaillances d'entreprises par activité

	en nombre d'unités légales		
	2016 (r)	2017	17/16 en %
Agriculture, sylviculture et pêche	1 439	1 525	6,0
Industrie	4 040	3 893	-3,6
Construction	13 686	12 098	-11,6
Commerce ; réparation automobile	12 471	12 022	-3,6
Transports et entreposage	1 747	1 836	5,1
Hébergement et restauration	7 712	7 315	-5,1
Information et communication	1 409	1 388	-1,5
Activités financières et d'assurance	1 127	1 061	-5,9
Activités immobilières	2 125	1 766	-16,9
Soutien aux entreprises	6 244	5 764	-7,7
Enseignement, santé, action sociale et services aux ménages	5 528	5 408	-2,2
Total¹	57 947	54 572	-5,8

1. Y c. unités légales dont le secteur d'activité n'est pas connu.

Note : unités légales défaillantes au cours de l'année.

Source : Banque de France, base Fiben (extraction février 2018).

Créations d'entreprises dans quelques pays de l'UE en 2016

	Nombre		Taux en %		
	Nombre	Taux en %	Nombre	Taux en %	
Allemagne	231 811	6,7	Italie	350 646	7,9
Autriche (p)	41 790	7,7	Lettonie	26 853	17,6
Belgique	45 731	6,1	Lituanie	46 669	19,4
Bulgarie	49 967	12,2	Luxembourg	3 280	8,8
Chypre ¹	5 709	9,1	Malte ¹	3 165	8,4
Croatie	14 026	8,6	Pays-Bas	157 705	9,9
Danemark	31 212	11,7	Portugal	166 620	15,5
Espagne	366 362	10,3	Rép. tchèque	99 406	8,6
Estonie	10 751	10,8	Roumanie	87 654	11,0
Finlande	24 794	6,9	Royaume-Uni	414 355	14,6
France²	447 663	9,8	Slovaquie	54 129	10,9
Grèce (p)	42 434	4,7	Slovénie	18 631	11,0
Hongrie	73 274	11,2			

1. Données 2015. 2. Hors auto-entrepreneurs n'ayant pas démarré d'activité.

Champ : entreprises dans l'industrie, la construction et les services, sauf activités des sociétés holding.

Source : Eurostat (extraction du 17 octobre 2018).

Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème
et de la double page

11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions
en gras et en couleur
sont définis plus bas
ou dans la rubrique

« Définitions » en annexes

Une présentation
synthétique sur
chaque double-page

Des définitions pour
comprendre les concepts
clés de la double page

Toutes les définitions
sont regroupées dans
la rubrique « Définitions »
en annexes

Des publications
téléchargeables gratuitement
pour approfondir le sujet
Adresses des sites Internet
à retrouver dans la rubrique
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

Définitions

Indice des prix à la consommation (IPC) : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1^{er} quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente : voir rubrique « Définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse n° 102*, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides n° 8*, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques (www.insee.fr).

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

114

TEF, édition 2019 – Insee Références

Une orientation vers le site www.insee.fr sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

Prix à la consommation 11.4

Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération ¹		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. ²
Ensemble (y c. tabac)	10 000	1,0	1,2		Transport	1 451	3,1	2,8	
Ensemble (hors tabac)	9 812	1,0	1,1		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Mobilier, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
 2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

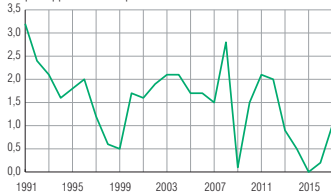
HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Luminières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	Zone euro	1,7
Irlande	0,5	UE	1,4
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales